Quarante-troisième année. — N° 363 (EDITION DU SOIR) JEUDI 29 DÉCEMBRE 1898.

Journal de Roubaix

TARIF D'ABONNEMENTS. — Roubaix-Tourcoing, le Nord et les départements limitrophes : Trois mois, 5 fr. ; Six mois, 9 fr. ; Un an, 18 fr. Les autres Départements et l'Etranger le port en sus. Agence particulière à Paris, 26, rue Feydeau

Bureaux et Rédaction : Roubaix : 71, Grande-Rue. — Tourcoing, rue Nationale, 78
Directeur-Propriétaire : Alfred REBOUX

ABONNEMENTS ET ANNONCES : A Roubaix, aux bureaux du journal, Grande-Rue, 71. — A Tourcoing, aux bureaux du journal, rue Nationale, 78, et à la librairie Watteeuw, rue Saint Jacques, 39. — A Paris, à l'Agence Havas, place de la Bourse, 8. — A Bruxelles, à l'Office de Publicité, 46, rue de la Madeleine. — A Mouscron, chez M. Henri Leroux, rue de la Station. — En vente à Paris : aux Bibliothèques de la gare de l'Est, de la gare du Nord et de la gare St-Lazare.

DERNIÈRE HEURE

(De nos correspondants particuliers et par fil spécial)

M. Bourgeois ne sera pas ambassadeur à Saint-Pétersbourg. -- Un rocher qui se détache : Nombreuses maisons détruites. -- Les citations de Marius Tournadre

M. BOURGEOIS
ne sera pas ambassadeur à Saint-Pétersbourg

Paris, 28 décembre. — L'*Agence Nationale* se dit autorisée à déclarer que la nouvelle, donnée ce matin sous réserves, il est vrai, par le *Figaro*, de la nomination de M. Bourgeois, comme ambassadeur à St-Pétersbourg, est absolument fantaisiste.

UN ROCHER QUI SE DÉTACHE
Nombreuses maisons détruites

Berne, 28 décembre. — Les habitants d'Airollo étaient depuis longtemps inquiétés par le Sasso-Rorso ou Rocher Rouge qui menaçait d'ensevelir leur bourgade. Des ingénieurs s'étaient récemment rendus sur les lieux pour examiner la situation.

Les gelées ont précipité le dénouement. Hier matin, un premier éboulement, qui se continua jusqu'à midi, fit d'assez sérieux dégâts. Cette nuit, les habitants abandonnèrent la localité.

Vers deux heures du matin de grandes masses de rochers se détachèrent, détruisant l'hôtel et quelques maisons voisines.

Les détails précis manquent encore, mais on croit qu'il n'y a aucune victime.

La traversée du Gothard n'a pas été interrompue.

L'ERMITAGE D'UN ANCIEN MINISTRE

Tours, 28 décembre. — Depuis quelques jours, M. Goblet, ancien député et ancien sénateur de Paris, ancien président du conseil, est emménagé à la Borissière, charmante propriété située sur le coteau de Saint-Cyr, en face de Tours.

Deux immenses voitures ont amené samedi le mobilier de M. Goblet qui, nouveau Cincinnatus, vient planter ses choux sur les bords riants de la Choisille et y vivre caché et oublié, renonçant, m'a-t-on affirmé, à la politique et à ses amères déceptions.

LES DESSINS DE PUVIS DE CHAVANNES

Paris, 28 décembre. — Les héritiers de Puvis de Chavannes offrent à la Ville de Paris cent soixante-trois dessins de ce maître.

Selon le désir exprimé par les donateurs, ces dessins seront « tous sans exception et *toujours exposés à hauteur d'homme* dans la principale salle consacrée aux dessins » dans le nouveau musée de la Ville de Paris.

LE LENDEMAIN DU JOUR DE L'AN

Paris, 28 décembre. — Malgré le vote de la Chambre refusant de considérer le lendemain du 1er janvier comme jour férié, les principaux négociants de Paris ont décidé *de fermer leurs magasins lundi prochain*, afin de donner un peu de repos à leur personnel surmené.

L'agitation carliste

Madrid, 28 décembre. — On dément que des soulèvements partiels ou des manifestations carlistes aient eu lieu sur plusieurs points du territoire espagnol. La tranquillité serait complète.

Les télégrammes qui annoncent de tels mouvements seraient lancés, assure-t-on dans les milieux officiels, par des carlistes vivant à l'étranger et ont pour but d'égarer l'opinion et la presse européennes sur la vitalité d'un parti qui n'en a pas réellement.

Les bruits d'après lesquels don Carlos aurait trouvé en Allemagne les fonds nécessaires pour entrer en campagne seraient également dénués de valeur.

En maniant un revolver

Marseille, 28 décembre. — Le nommé François Blanchet, *soldat au 141e de ligne*, se *trouvant dans un bar*, demanda à voir un revolver qu'un client maniait. En examinant l'arme, il ne fit pas attention qu'elle était chargée; le coup partit, lui traversant la main gauche.

Après pansement, Blanchet a été conduit à l'hôpital militaire. On craint que l'amputation de la main gauche ne soit nécessaire.

LA GUERRE CIVILE EN BOLIVIE

Lima, 28 décembre. — On apprend de Bolivie que les jeunes gens de la meilleure société se rendent sous les drapeaux des partis en présence. Les banques ont perdu la plupart de leur personnel.

La guerre civile semble inévitable.

LES OBSÈQUES DE LA COMTESSE DE THUN

Vienne, 28 décembre. — Ce soir, tous les ministres, à l'exception de MM. Dipauli et Bodenbach, atteints de l'influenza, ont assisté à l'enterrement de la comtesse de Thun.

Pour la Veuve du Colonel Henry

La souscription de la *Libre Parole* atteint ce matin 117,976 fr. 80. Signalons parmi les souscripteurs :

MM. Lemaire, administrateur du *Journal*; Le Jouteux, conseiller général ; comte André de Ganay, comte A. Le Marois, Jeunet, ancien universitaire ; Dufourmantelle, comte de Vaucelle, baronne Girod de Montfalcon, Perrot de Chaumeux, Joseph Bouchaud, Edouard Rochat, André Perrin, élève de l'Ecole des arts décoratifs ; vicomte de Rivaud, Paul Duché, docteur Rollet, baron de Beberio, J. Second, conseiller municipal ; docteur Bitterlin, comte de Bonchamps, comte de Bostel, etc.

Arrestation d'un bandit corse

Ajaccio, 28 décembre. — La gendarmerie vient d'arrêter un redoutable bandit, célèbre dans toute la Corse, Jean Caviglioli (dit Carlone), âgé de trente-deux ans, qui, depuis six ans, gardait le maquis et terrorisait les cantons de Soccia et de Vico.

En 1892, *Caviglioli avait tué les deux gendarmes Sala* et Fetrandet, qui se trouvaient de service au bureau de vote à Guagno. Il est également prévenu de plusieurs autres assassinats accomplis dans les circonstances les plus tragiques.

On dit qu'ayant eu une discussion avec un autre bandit du maquis, au sujet d'un partage de butin, il avait étendu ce dernier mort à ses pieds d'un coup de poignard dans le cœur, lui avait coupé la barbe et s'en était fait faire une chaîne de montre.

L'arrestation du terrible bandit a eu lieu aux environs de Guagno.

LE GOUVERNEMENT & LA VERRERIE OUVRIÈRE

Du *Figaro* :

M. Charles Dupuy, président du Conseil des ministres, vient de donner l'ordre au préfet du Tarn d'approuver une délibération du Conseil municipal d'Albi allouant 10,000 francs à la Verrerie ouvrière.

D'autre part, le ministre du commerce a alloué 6000 fr. à l'usine collectiviste. Ces subventions donnent lieu à de *violentes polémiques* entre les journaux républicains et socialistes de la région. On fait observer que les ministères Bourgeois et Brisson n'approuvèrent pas la délibération du conseil municipal d'Albi. Ce que les radicaux ne firent pas, un ministère modéré l'accomplit, au nom de la concentration républicaine ! *Ajoutons que* M. Dupuy est l'objet de chaudes félicitations de la part de la presse socialiste et radicale.

UNE FAUSSE MARMITE

Paris, 28 décembre. — Jamais la concierge de la maison portant, rue Crozatier, le n° 81, n'avait éprouvé une émotion semblable à celle qu'elle a ressentie hier soir.

Onze heures venaient de sonner et la brave femme, selon son habitude quotidienne, gravissait l'escalier pour aller éteindre le gaz, *en commençant bien entendu par* l'étage supérieur, lorsqu'elle aperçut, sur le palier du second étage, un paquet assez volumineux, enveloppé de papier bleu et duquel émergeait une mèche de briquet.

Très effrayée, la concierge redescendit et se mit en quête de deux gardiens de la paix qui prirent l'engin avec toutes les précautions commandées par la circonstance et le portèrent chez le commissaire de police du quartier. De là, on télégraphia à la préfecture, et la voiture spécialement affectée à ce genre de transport est venue chercher l'engin.

Hier matin, M. Girard, chef du laboratoire municipal, a procédé à l'examen de la sensationnelle marmite qui était représentée par un cruchon de cirage d'un litre, dans l'intérieur duquel ne se trouvaient que du sable de rivière et de la terre végétale.

L'UNIVERSITÉ ET L'ARMÉE

M. Ernest Judet publie dans le *Petit Journal* la lettre suivante d'un de ses anciens maîtres du lycée Charlemagne :

« Paris, 26 décembre.

» Quelques membres de l'enseignement supérieur, ceux qu'on est convenu d'appeler l'élite des intellectuels, se sont livrés à de nouvelles manifestations au sujet de l'affaire qui les entête. Une presse mal informée ou mal intentionnée en conclut encore une fois qu'ils sont les porte-parole du personnel universitaire.

» Or, cela n'est pas plus vrai aujourd'hui qu'il y a un an, qu'il y a quatre ans ; les hauts personnages qui, tout en battant en brèche l'état-major de l'armée, se posent volontiers en état-major de l'Université, auraient grand'peine à remplir leurs cadres et à mettre en ligne un effectif respectable.

» Comme le paysan de Molière, *je dis toujours la même chose, parce que c'est toujours la même chose.*

» Quand nos intellectuels ressassent en français les élucubrations perfides et intéressées de la sophistique allemande ou anglo-saxonne; quand ils traduisent en prose académique les grossières excitations d'une presse sans vergogne qui ne voit, *dans l'agitation revisionniste, qu'un prétexte à « chambardement »* ; quand ils encouragent par leur attitude et leur silence les coryphées du cosmopolitisme qui, au milieu des angoisses de la nation, prêchent comme l'étranger la haine et le mépris de notre drapeau; quand ils marchent ainsi escortés des pires passions et des auxiliaires les plus méprisables, savent-ils bien ce qu'ils font ? Sciemment ou non, ils travaillent à détruire dans les âmes ce qui fait notre force; notre sécurité, notre espoir, notre salut : le respect de la discipline et la foi dans l'armée.

» Eh bien non, mille fois non ! les maîtres qui ont conscience de leur mandat, professeurs de nos collèges, instituteurs de nos écoles, ne les suivront pas dans la voie néfaste où ils s'égarent.

» Aujourd'hui, plus que jamais, ils tiennent pour les vérités de sens commun contre les roueries des basochiens et les déclamations des philosophâtres, pour la République contre l'anarchie, pour les vrais patriotes contre... les autres.

» Ch. Lebaigue,

» *Professeur honoraire de l'Université.* »

M. Judet ajoute :

L'initiative de M. Lebaigue, libre de parler haut après avoir terminé sa longue et laborieuse carrière, aura pour salutaire effet de dissiper les illusions d'une première surprise en réduisant à leur valeur l'intervention de personnalités bruyantes dans le désordre de nos affaires.

Après avoir parcouru les colonnes de journaux où leurs noms, théâtralement affichés, donnent un crédit regrettable aux théories les plus suspectes, il était permis de craindre que le mal fut moins superficiel. Heureusement, une poignée d'agités ne saurait dominer et absorber la masse des universitaires sérieux.

Les excès de littérateurs inconscients, avides de proclamer le divorce de l'Université et de l'Armée, ont ressuscité les énergies un peu somnolentes : de tous côtés, en bas et même en haut de la hiérarchie, les sentiments opprimés se révoltent, l'accord se noue et des voix autorisées répondent aux voix imprudentes qui essayent de les couvrir ; *insensiblement la petite minorité de révolutionnaires* qui se flattaient d'accaparer la majorité paisible ou indifférente, obligera tout le monde à se prononcer. Alors les proportions, défigurées par des fausses statistiques et un dénombrement superficiel, seront remises au point.

Dernières nouvelles locales

ROUBAIX

L'AFFAIRE CARRETTE. — C'est demain, jeudi, que M. Henri Carrette comparaîtra devant le tribunal correctionnel de Lille.

L'affaire du maire de Roubaix, on le sait, avait déjà été appelée à l'audience du 15 décembre dernier, mais à la demande de l'inculpé la remise à quinzaine fut alors prononcée.

Me Viviani, député socialiste, qui devait défendre le chef de l'administration municipale, empêché par suite d'une indisposition de son père, sera remplacé par Me Maurice Violette, avocat à la Cour d'appel de Paris.

Nous avons pris nos dispositions pour pouvoir donner, dans notre **EDITION DU SOIR,** *un compte rendu très détaillé des débats.*

TOURCOING

Encore quelques échos de l'élection de dimanche. — La *Libre Parole* tire des résultats du scrutin de dimanche des *déductions intéressantes* à signaler. Sous le titre « La fin d'un parti », elle publie ceci :

» M. Millerand dans la *Lanterne*, et M. Viviani dans la *Petite République*, poussent des cris d'allégresse, en rappelant que M. Dron, radical, vient d'être élu député du Nord, en remplacement de M. Masurel, républicain modéré, qui avait été récemment invalidé. Certes, nous comprenons la joie de MM. Millerand et Viviani. Ils ont invalidé M. Masurel avec l'espoir que M. Dron prendrait la place. M. Dron est revenu, ils ont donc tous droits à être contents.

» Nous ne les chicanerons donc point à ce sujet, mais il est une considération que l'un et l'autre mettent en avant et que nous nous empressons de *retenir*, elle a en effet son importance.

» Sans barguigner, M. Millerand avoue que dès le premier tour l'alliance s'est faite entre les radicaux et les socialistes, et prenant texte de cette première victoire, M. Millerand ajoute : « Cette alliance ne s'arrêtera pas en si beau chemin. »

» De son côté M. René Viviani, parlant de la victoire du candidat radical, dit :

« Au parti socialiste en revient le premier mérite. Nos amis » du *Réveil du Nord* avec une clairvoyance pénétrante ont préparé et mené le combat.

» L'abnégation du parti a fait le reste. Il a décidé de ne pas » porter de candidat afin de ne pas diviser au premier tour les » efforts et que toutes les forces vivantes de la démocratie » menacée pussent résister au suprême assaut. Qu'ils soient » remerciés ! »

« Il me semble que le mot « abdication » serait bien plus juste que le mot « abnégation ».

S'il est vrai, et je n'en doute pas, puisque M. Viviani le dit, s'il est vrai que le parti socialiste dispose, là-bas de trois mille suffrages, comment n'est-il pas entré en lutte, tout au moins pour permettre à ses amis de se compter au premier tour,

M. Dron est un radical qui n'a jamais, dans la législature précédente, fait aucune avance aux socialistes.

Il a repoussé toutes les propositions déposées par M. Jaurès *et ses amis, et s'il s'est montré* sur le tard d'un radicalisme farouche, c'est parce qu'il espérait qu'avant les élections générales, le parti radical reviendrait au pouvoir. Pourquoi, dans de telles conditions, le parti socialiste s'est-il ainsi sacrifié ? M. Viviani oublie de nous le dire ; M. Millerand, allant plus loin que son collègue, nous annonce qu'il en sera toujours de même.

» C'est parfait; mais que MM. Millerand et Viviani aient le courage de dire toute leur pensée. Qu'ils disent bien haut que le parti socialiste est fini, qu'il se fond dans le parti radical. Voilà la vérité, il était bon de voir cette vérité confirmée par les chefs du parti socialiste. » Ad. Papillaud. »

Un journal d'affaires, le *Bulletin des Halles*, apprécie ainsi l'élection de Tourcoing :

« On a procédé, dimanche dernier, à l'élection de la huitième circonscription du Nord pour pourvoir au siège laissé vacant par l'invalidation de M. Masurel, votée par la Chambre dans sa séance du 7 novembre dernier.

» Nous avons le très vif regret d'annoncer que M. Dron, qui se dit maintenant républicain, après avoir passé par toutes les nuances de l'arc-en-ciel politique, a été élu par 10,631 voix *contre* 9,234 *données à M. Masurel.*

» Nous ne nous sommes jamais occupé de politique militante dans ce journal, considérant que la politique la plus utilitaire est celle des affaires. Ce n'est donc pas au point de vue de la politique pure que nous critiquons cette élection. Mais nous estimons que l'arrivée du docteur Dron à la Chambre est nuisible, parce qu'elle ne pourra que grossir le nombre déjà trop considérable de ces médecins qui, n'entendant rien aux affaires et ne les ayant jamais pratiquées, sont d'autant plus dangereux qu'ils veulent s'en mêler.

» On n'a pas oublié, en effet, que c'est M. Dron qui, faisant *partie de l'ancienne législature, n'a pas hésité* à fouler aux pieds les principes de la liberté commerciale sur laquelle reposent les grandes transactions, en demandant la réglementation des marchés à terme qui sont l'âme et la prévoyance du commerce en même temps que les adjudications de l'Etat en constituent une des raisons d'être.

» M. Dron viendra donc ajouter sa personnalité à ces nullités commerciales qui exposent aux plus graves dangers notre agriculture et *notre industrie agricole en restreignant* leurs moyens d'actions.

» Ces députés fin-de-siècle ne manquaient pourtant pas et on peut s'en apercevoir à la marche de nos affaires. Déjà un autre oiseau néfaste, le coucou Rajon, qui perche dans l'Isère, s'était emparé du nid de M. Dron en reprenant, sans travail et sans effort, le projet de l'ancien blackboulé du Nord.

Maintenant nous avons un adversaire du commerce et de la liberté commerciale de plus. Nous ne croyons donc pas que le prestige de la Chambre gagnera à l'élection de M. Dron, à moins qu'elle n'écarte les élucubrations du nouveau député *s'il lui prenait la malheureuse idée de les ressusciter.* »

Ce que nous disions de l'appoint considérable apporté au succès de M. Dron par l'*intervention des collectivistes*, se trouve corroboré par l'opinion de la presse indépendante. Voici ce que dit à ce sujet le *Peuple Français* :

« C'est un fait curieux que toutes les choses politiques oscillent entre deux vérités contradictoires. La première, c'est que nous usons très *rapidement notre* personnel et faisons une consommation prodigieuse d'hommes. La seconde, c'est que ce sont toujours les mêmes qui reparaissent sur notre scène parlementaire.

» Voilà, certes, deux formules difficiles à concilier. Le suffrage universel s'en charge pourtant.

» Dimanche, ce grand faiseur de surprises n'a-t-il pas tiré du néant où l'avaient fait rentrer nos amis et d'où jamais il *n'aurait dû sortir, un de ces fantoches politiques dont la fortune* déconcerte les esprits les plus résignés.

» Un radical aussi nul que prétentieux, M. Dron, qui représenta dans la dernière *législature*, l'arrondissement de Tourcoing, avait été battu aux dernières élections par un homme de sens droit et de haute valeur morale, M. Masurel.

» Les électeurs du Nord qui avaient pu se ressaisir au jour du scrutin étaient tout heureux de ce succès des opinions modérées dans une circonscription où la tyrannie radicale avait causé tant de mal, lorsque tout à coup la Chambre, cédant à une manœuvre regrettable, annula l'élection et re*mit en question le sort politique de l'arrondissement de Tour*coing. Les électeurs furent convoqués une seconde fois.

» Entre temps, le préfet du Nord, dont la conduite avait été très digne, fut changé par M. Brisson. Les socialistes qui, la première fois, avaient eu à souffrir de quelques divisions, se réconcilièrent avec les radicaux sur le terrain de l'affaire Dreyfus, et lorsque vint le jour du scrutin, ces frères ennemis marchèrent aux urnes avec une unanimité inconnue jusqu'alors dans la région.

» On sait le reste. M. Dron fut réélu et M. Masurel, dont l'élection au mois de mai avait rassuré et on peut le dire *soulagé tant de gens, reste sur le carreau.*

» Il suffit de lire les articles que consacre à cette élection la presse socialiste pour en comprendre la portée. Hier, dans la *Petite République*, M. Viviani triomphe et célèbre la défaite du grand patronat dans le Nord. Il n'est question dans ce chant de victoire que de la discipline des socialistes, de l'abnégation (?) des socialistes. Des radicaux pas un mot.

» Et pourtant c'est d'eux que vient vraiment l'abnégation, *car ils se sont généreusement effacés devant leurs alliés d'un* jour. Ils diront sans doute que c'est un des leurs qui a vaincu. Oui ! mais ce vainqueur est prisonnier de ceux qui ont assuré la victoire, comme le sont d'ailleurs les radicaux chaque fois qu'ils grimpent pour décrocher une timbale, sur les épaules révolutionnaires. »

Dernières nouvelles régionales

LILLE

Au Conseil municipal de Lille. -- Un vif incident. -- Outrages à l'armée. — Le Conseil municipal de Lille s'est réuni, mardi soir, pour voter le budget de 1899.

La séance allait prendre fin lorsque l'administration proposa le vote d'un crédit de 400 francs pour souscription de la Ville au monument de Garibaldi, à Dijon.

M. Poulet s'écria tout-à-coup — Je demande qu'on vote deux cent francs. Garibaldi a rendu plus de services à la France *que certains généraux français qui n'ont pas eu le courage* de faire leur devoir.

M. Lacour protesta ainsi que M. Dubern . « C'est abominable, dit ce dernier, d'entendre de pareilles choses dans une réunion comme celle-ci. Je proteste de toutes mes forces contre ces paroles, qui sont une insulte à l'armée française.

M. Poulet, très surexcité, éleva le ton à un diapason élevé ; on n'entendait que lui. Les exhortations de M. Delory ne pouvaient parvenir à le calmer. Il lance de façon sonore, le mot de Cambronne et une *injure grossière* à l'adresse de M. Duhem.

MM. Goudin et Ghesquière vinrent à la rescousse de M. Poulet. M. Ghesquière fit remarquer que M. Poulet avait pu faire allusion à Bazaine et affirma que les socialistes sont des patriotes qui, le cas échéant, sauraient faire leur devoir.

La discussion se prolongea quelques instants et les 200 fr. furent votés.

A propos des conférences de Saint-Cyr. — M. Ch. Petit-Dutaillis, professeur à l'Université de Lille, adresse la lettre suivante à plusieurs de nos confrères de la presse lilloise :

« Lille, le 27 décembre.

» Monsieur le Rédacteur en Chef,

» Quelques journaux ont annoncé que Lavisse, en raison de son attitude dans l'affaire Picquart, et pour « éviter tout incident et tout malentendu, » avait renoncé à diriger les conférences historiques et littéraires de l'Ecole de Saint-Cyr et à y prendre part lui-même.

« L'*Aurore* insinue facétieusement que ces conférences *seront désormais* confiées à des nationalistes de marque, et que M. Millevoye va pouvoir expliquer à nos futurs officiers sa théorie de l'invasion de l'Angleterre en ballon.

» Ayant un intérêt personnel à effacer « tout malentendu » je désirerais que le public fut informé, le plus exactement possible sur ce point.

» Il importe d'ailleurs que les préoccupations, si légitimes qu'elles soient, causées par l'Affaire ne viennent point jeter *le trouble et le désarroi partout*, et, à ce titre la présente rectification peut intéresser vos lecteurs.

» M. Albert Sorel, chargé d'organiser cette année, à la place de M. Lavisse, les conférences de St-Cyr, m'a *fait l'honneur de m'écrire*, il y a une quinzaine de jours, pour me demander mon concours, et j'ai accepté de faire, à la place de mon maître, M. Lavisse, une leçon sur les guerres de Charlemagne.

» J'ai pensé immédiatement que M. Lavisse s'était déchargé de cette besogne supplémentaire, pour la même raison qui l'avait déterminé à interrompre, cette année, ses cours *de la Sorbonne : — il a promis de livrer l'été prochain* à la maison Hachette le volume qui doit inaugurer une *Nouvelle Histoire de France*, faite sous sa direction par divers savants; cette œuvre absorbe tous ses moments.

» Il est naturel de croire et je persiste à penser que c'est là le motif principal de cette démission, commentée plus ou moins adroitement par quelques journaux.

» En tout cas, les conférenciers ne sont pas obligés de partager *les opinions de M. Millevoye !*

» Chose qui paraîtrait sans doute étrange à ce dernier, ils s'accordent tacitement pour rester sur le terrain neutre de la science, où toutes les bonnes volontés peuvent se concerter, et c'est tout ce qu'on leur demande : l'admirable conférence, chef-d'œuvre de sérénité stoïcienne, que M. Boutroux a faite cette année aux Saint-Cyriens, sur la « Discipline militaire », et qu'on a pu lire dans la *Revue de Paris*, indique à quel ton se hausse, ou essaie de se hausser, cet enseignement.

» La question du jour n'a point de part dans ces débats tranquilles.

» *Si la nomination des conférenciers avait été pour eux* un brevet d'antisémitisme, j'en connais plusieurs, — parmi lesquels je me compte, qui auraient repoussé le brevet et décliné, si honorable qu'elle soit, la nomination.

» Ch. Petit-Dutaillis,

» *Professeur à l'Université de Lille.* »

TRIBUNAUX

TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE LILLE

Audience du mercredi 28 décembre 1898

Présidence de M. Dassonville, vice-président

Les citations de M. Marius Tournadre

Vendredi dernier, la troisième chambre criminelle avait renvoyé à l'audience d'aujourd'hui de la deuxième Chambre, les procès intentés par Marius Tournadre aux sept journaux de la région qui avaient raconté, de façon qui lui déplaisait, sa mésaventure.

Ce sont, répétons. — *Le Réveil du Nord, l'Egalité, le Progrès du Nord, l'Avenir, le Journal de Roubaix, l'Echo du Nord* et le *Grand Echo.*

Tous les gérants étaient là, lorsque vers deux heures et demie la cause a été appelée.

Marius Tournadre n'était pas là, mais il avait écrit à M. le président, demandant une remise à huitaine.

Me Rajat demande au tribunal de remettre à un mois.

A ce moment Me Drillon, représentant le *Journal de Roubaix*, trouve que cette remise n'est pas suffisante : la loi sur la presse oblige à surseoir au jugement de la diffamation tant que l'instruction ouverte contre le prévenu n'est pas terminée.

Or la jurisprudence conforme au bon sens, interprète cela en ce sens que le sursis doit être prolongé jusqu'à ce que le jugement soit définitif.

Marius Tournadre a fait appel de sa condamnation : cet appel ne sera pas jugé dans un mois. En conséquence le tribunal renvoie l'affaire au 1er mars.

Encore le « Vrai Roubaigno ». — M. Tiberghien, industriel à Roubaix, a assigné le gérant du *Vrai Roubaigno* sous l'inculpation de diffamation et injures pour un article paru dans le numéro du 12 novembre.

A la demande des avocats des deux parties, la cause est renvoyée au 25 janvier.

DERNIÈRE HEURE COMMERCIALE

LAINES

(Télégramme de Georges Degoy)

Havre, 28 décembre. — Le marché est ferme. On a vendu hier 175 balles, aujourd'hui la vente s'élève à 1625 balles.

On cote décembre 149.50, janvier 141.50 février 143, mars 142,50 les autres mois 141.50.

BOURSE DE LILLE DU 28 DÉCEMBRE 1898. — Lille 1860, 127. — Lille 1890, 499.— Denain et Anzin, 597. — Aniches, 16950. — Anzin, 5490. — Blanzy, 1790.— Bruay, 1985. — Carvin, 1299. — Crespin, 324. — Douchy, 985. — Dourges, 911. — Dourges, 908, 95. — Drocourt, 3400. — Escarpelles, 800. — Cerfay, 626. — Flines, 1499. — Lens, 472. — Liévin, 1900. — Ostricourt, 500.

COURS AU COMPTANT

OBLIGATIONS — VILLE DE PARIS	Cours préc.	Clôt.	CREDIT FONCIER	Cours préc.	Clôt.
1855-60 3 0/0	—.—	—.—	Bons 1887	53.25	53.25
1865 4 0/0	556.50	555.00	Bons 1888	53.50	50.25
1869 3 0/0	426.75	426.75	Commun. 1879	498.00	497.00
1871 3 0/0	417.00	416.50	— 1880	498.50	498.00
1875 4 0/0	565.00	567.25	— 1891	398.00	397.50
1876 4 0/0	564.00	563.50	— 1892	500.00	500.00
1886 3 0/0	—.—	—.—	Foncières 1877	000.00	000.00
1886 3 1/2	—.—	—.—	— 1879	502.00	501.00
1892 2 1/2	390.50	390.50	— 1883	465.00	465.00
1892 2 1/4	402.00	402.00	— 1885	495.00	495.00
			— 5% 1885	400.00	400.00
			— 1895	489.00	489.00

Bourse Commerciale du 28 décembre

Avoines	Ouv	Clot	Lin	Ouv	Clot
Courant	17.80	17.90	Courant	42.75	43...
Prochain	16.40	16.40	Prochain	42.75	42.75
Janvier-Février	16.40	16.45	4 premiers	42.75	42.75
4 premiers	16.40	16.45	4 mars	43.25	43.25
4 mars	16.60	16.60	**Colza**		
Seigles			Courant	51...	51...
Courant	14.40	14.50	Prochain	50.75	50.75
Prochain	14.40	14.40	4 premiers	51...	51...
Janvier-Février	14.40	14.40	4 mai	51.50	51.50
4 premiers	14.50	14.50	**Alcools**		
4 mars	14.50	14.50	Courant	44...	43.75
Blés			Prochain	44...	43.50
Courant	20.50	20.50	4 premiers	44...	43.50
Prochain	20.80	20.75	4 mai	44...	43.50
Janvier-Février	20.90	20.80	**Sucres**		
4 premiers	21.40	21.05	Courant	29.12	28.87
4 mars	21.30	21.30	Prochain	29.37	29...
Farines			4 premiers	29.62	29.25
Courant	45.35	45.05	4 mars	30.12	29.62
Prochain	45.53	45.45	4 mai	....	28.50
Janvier-Février	45.40	45.20	Roux	....	404..
4 premiers	45.30	45.30	Raffinés	....	....
4 mars	45.65	45.65	Circulation	.....	00.000 sacs
Corbeil	....	48...			

Bourse de Paris du 28 décembre

Cours précéd.	Tendance : ferme	Ouverture	2 h. 25	Clôture
101 80	3 0/0	101 85	101 90	101 92
101 20	3 0/0 Amortissable	... ..	101 30	101 30
104 30	3 1/2 0/0	104 30	104 35	104 30
37 40	Banque de France	37 40	37 45	37 60
956 ..	Banque de Paris	958 ..	958 ..	958 ..
587 ..	Comptoir National	587 ..	586 ..	587 ..
724 ..	Crédit Foncier	720 ..	721 ..	735 ..
862 ..	Crédit Lyonnais	862 ..	863 ..	865 ..
540 ..	Société Générale	... ..	... ..	540 ..
1895 ..	Lyon	1904 ..	1904 ..	1898 ..
1440 ..	Midi	... ..	... ..	1440 ..
2100 ..	Nord	... ..	2102 ..	2102 ..
1840 ..	Orléans	1808 ..	1808 ..	1845 ..
1267 ..	Gaz	1270 ..	1270 ..	1270 ..
619 ..	Métaux	... ..	... ..	618 ..
3572 ..	Suez	3570 ..	3580 ..	3582 ..
494 ..	Dynamite	... ..	... ..	493 ..
94 60	Italien	94 70	94 85	94 90
... ..	Russe Consolidé 4 0/0	... ..	... ..	... ..
94 60	— 3 0/0 or 1891	94 70	94 75	94 80
... ..	— 4 0/0 1894	... ..	... ..	100 75
94 60	— 3 1/2 0/0 1894	94 75	94 80	94 80
... ..	Banque Impériale	... ..	... ..	520 ..
517 ..	Andalous	... ..	... ..	125 ..
785 ..	Autrichiens	787 ..	788 ..	787 ..
... ..	Lombards	... ..	... ..	... ..
683 ..	Méridionaux	683 ..	683 ..	687 ..
86 ..	Nord-Espagne	86 ..	87 ..	87 ..
165 ..	Saragosse	166 ..	167 ..	166 ..
45 87	4 0/0 Extérieure Espagnole	46 20	46 45	46 57
24 30	3 0/0 Portugais	24 40	24 30	24 40
... ..	4 0/0 Hongrois or	... ..	... ..	... ..
47 70	4 0/0 Turc .... série B.	... ..	48 ..	48 ..
26 87	— .... série C.	26 85	26 90	27 20
22 80	— .... série D.	22 90	22 90	22 90
110 50	Chemins Ottomans	108 50	108 75	109 ..
549 ..	Banque Ottomane	549 ..	550 ..	552 ..
... ..	Tabacs Ottomans	268 ..	268 ..	268 ..
... ..	Egypte	... ..	... ..	... ..
... ..	Alpines	... ..	... ..	116 ..
84 75	Bs Af. Chartered	82 75	83 50	94 75
11 ..	Buffelsdoorn Estate	... ..	... ..	11 ..
122 ..	Cappe Copper	... ..	122 50	123 50
48 ..	Champ d'Or	... ..	... ..	48 ..
130 ..	Consolidated Goldfields	131 ..	131 50	132 50
674 50	De Beers	675 75	682 ..	683 ..
629 ..	Ferreira Gold	... ..	630 ..	631 ..
203 ..	Geldenhuis Estate	204 ..	204 50	204 50
48 ..	Huanchaca	... ..	... ..	... ..
95 50	Langlaagte Estate	... ..	99 ..	97 50
... ..	Mines d'Or (Comp. Franç.)	... ..	... ..	... ..
49 25	Mozambique (Comp. de)	48 50	49 ..	48 50
775 ..	Mossamédès (Comp. de)	... ..	... ..	775 ..
53 50	Randfontein Estate	... ..	53 50	53 75
784 ..	Rio-Tinto	786 ..	788 ..	790 ..
230 ..	Robinson Gold	... ..	230 50	230 50
129 ..	Simmer et Jack	130 ..	129 50	130 50
35 ..	Sheba	... ..	... ..	35 ..
195 50	Tharsis	... ..	197 ..	197 50
31 ..	Transvaal Consol	... ..	32 ..	31 75
83 ..	French South Afric	... ..	... ..	82 50
154 50	East Rand	156 ..	157 ..	158 ..
... ..	Robinson Bank	... ..	... ..	... ..
55 50	Brésil 4 0/0	54 50	54 60	54 60
63 15 16	Brésil 5 0/0	63 15 16	63 15 16	64 ..
... ..	Chinois 4 0/0	... ..	... ..	... ..
... ..	Tonkin 2 1/2 0/0	... ..	... ..	... ..
110 7 16	Consolidé Anglais	... ..	110 5 16	110 7 16
25 26	Chèque	25 26	25 26	25 25

LA POLITIQUE DU GASPILLAGE

Encore une fois, la Chambre va clore sa session extraordinaire non seulement sans avoir « bouclé » le budget, mais sans même avoir abordé superficiellement l'examen de notre situation financière. Et cependant la Chambre a été élue au mois de mai dernier! Elle aurait donc eu deux fois le temps d'accomplir sa tâche principale, la seule même qui lui donne un semblant de raison d'être, c'est-à-dire le vote du budget.

Nos députés en ont jugé autrement. Ils ont trouvé beaucoup plus opportun et beaucoup plus amusant de se livrer à leurs exercices habituels de pugilat plutôt que de s'occuper de nos affaires.

Donc, on aura recours aux douzièmes provisoires. Votera-t-on quatre, cinq ou six douzièmes? Nous l'ignorons. Ce qui est seulement certain, c'est qu'en mettant les choses au mieux nous paierons en 1899 50 ou 60 millions d'impôts de plus qu'en 1898. Les chiffres officiels ne laissent aucun doute sur ce point. Il fut un temps où une si monstrueuse augmentation aurait fait beaucoup crier. Mais le dogme de l'accroissement continu du budget est tellement passé dans les mœurs que nous sommes tentés de bénir cette augmentation par crainte du pire.

Et cependant, il y a trente ans, alors que la France comptait deux provinces de plus, le gouvernement se chargeait d'assurer notre bonheur moyennant une redevance annuelle de 1,737,847,354 francs. Le budget provisoire s'élève déjà à 3,474,000,000 de francs. L'écart est donc de 1,737,000,000 de francs en chiffres ronds, au profit de l'Etat, sans compter les 110 millions de bénéfices qu'il a réalisés du fait des conversions. En d'autres termes, nous paierons au fisc, en 1899, plus du double que nous ne payions en 1869.

Mais, dira-t-on, c'est la guerre de 1870 qui est la cause principale de cette monstrueuse augmentation. Est-ce vrai ? Avant d'aller plus loin il convient donc de faire le bilan exact de ce qu'ont coûté et nous coûtent encore les événements de 1870 et 1871. Les rapports de la commission du budget nous fournissent sur ce point d'irréfutables renseignements.

L'indemnité de guerre versée aux Allemands figure, avec les intérêts et les frais, pour la somme de 4,990 millions 660,453 fr. La reconstitution de notre matériel de guerre, défalcation faite bien entendu des dépenses normales des budgets de 1870 et 1871, a coûté 1,894,455,485 francs. Les remboursements aux départements des impôts qu'ils ont payé aux Allemands représentent 62 millions; les réparations de dommages provenant de l'invasion ont absorbé 251 millions; l'entretien des troupes allemandes a coûté 91 millions; les dépenses de la mobilisation des gardes nationales et de l'artillerie s'élèvent à deux cent cinquante millions. Si l'on ajoute à ces chiffres 30 millions pour secours aux familles, 26 millions pour réparations des dommages causés par le génie militaire, ainsi que diverses dépenses relativement faibles qu'il serait trop long d'énumérer; si l'on tient compte des 38 millions employés à reconstruire les monuments incendiés par la Commune et à indemniser les propriétaires, on arrive au total de 8,506,212,600.

Ainsi la guerre de 1870-1871 figure pour un peu plus de huit milliards et demi dans l'accroissement de la dette publique en capi-